

**1- Participation à l'Université européenne et internationale d'été de Poitiers :  
Espace Mendès-France  
1-2-3 octobre 2009**

**« Au-delà du développement III »**

**« Les sept défis pour une politique de civilisation.  
Complexités de la société-monde et régulations planétaires. »**

Selon les organisateurs : « L'Université européenne et internationale s'inscrira dans la lignée des éditions passées favorisant, à travers une réflexion sur les conditions de l'épuisement d'un modèle dominant de développement, l'émergence d'une pensée complexe. Ceci requiert la mobilisation d'un ensemble de démarches marquées du sceau de la transdisciplinarité, de la confrontation entre chercheurs et décideurs politiques et de la volonté d'une ouverture vers l'ensemble de nos concitoyens. (...) Tout ceci se situe à un niveau mondial, là où l'interdépendance et la diversité sont devenues des facteurs déterminants. Quand un système est incapable de traiter ses problèmes vitaux, il se dégrade et se désintègre s'il n'est pas capable de susciter un méta système, apte à traiter ces problèmes. (...) »

L'Université européenne et internationale bénéficie d'une dynamique de réseau qui unit de nombreuses individualités de tous horizons de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la réflexion intellectuelle. (...) Les modalités de mise en œuvre doivent permettre d'alterner les interventions théoriques avec des témoignages concrets en les rendant cohérents, de donner la parole à des individualités en regard d'une vision d'institutions, de favoriser le débat collectif et la contribution en petits groupes, « les cercles réflexifs ». Ils constituent un espace de réflexion et d'échanges autour d'une thématique. Le rôle de ces cercles est de permettre aux participants d'élaborer collectivement une « matrice conceptuelle » d'une politique de civilisation multidimensionnelle. Cette démarche permettra de mobiliser le débat autour de 7 défis planétaires et de construire collectivement une réflexion aboutissant à la rédaction d'un ouvrage collaboratif. »

Autour telles pensées s'est déroulée le lancement de l'Université d'été par Ségolène Royal, présidente du Conseil régional Poitou-Charentes

Alain Claeys, député-maire de Poitiers et président de la Communauté d'agglomération de Poitiers

Elie Faroult, conseiller scientifique, représentant la DR recherche de la Commission Européenne et un représentant du MEEDDAT

**Didier Moreau, directeur de l'Espace Mendès France**

Et Alfredo Pena-Vega, directeur scientifique de l'Institut International de Recherche sur la Politique de Civilisation.

Mr Claeys s'est concentré sur le concept innovant du développement durable (responsable) qui est pour lui appelant et un manque d'équilibre entre les exigences sociales et les possibilités économiques qui impliquent le constat que s'il n'y a pas de richesse, il n'y a non plus de solidarité.

Mr Faroult a souligné un besoin d'une approche beaucoup plus compréhensive et d'établir un lien fort entre des sciences et la société (dans tel but l'idée d'établir autour de la Commission Européenne une poste de « chef scientifique » responsable pour sciences et technologies). Pour réaliser ce but il y a besoin de la

participation actif de la société civile et de la politique concrète dans les domaines des sciences et des technologies pour créer la vision sociale a long terme.

Le débat « État des lieux, réflexions et perspectives sur les enjeux planétaires », avec la participation de Susan George, politologue et membre du Transnational Institute

Irina Kuklina, executive director de l'International Centre for Innovations in Science, Technology and Education (ICISTE) en Russie

Lucien Chabason, directeur délégué de l'IDDRI, Sciences Po Paris

était modéré par Jean-François Dortier, directeur de la revue *Sciences humaines*.

Mme George a présenté son point de vue sur la situation contemporaine où ce sont les finances qui dirigent mais qui se séparent en même temps du monde financier et qu'aujourd'hui on passe de l'argent à l'argent sans passer par la production qui est complètement au contraire des théories établies par Smith ou Marx. Elle a souligné le risque d'oublier dans telle situation un rôle qui doit être signifié à la planète. Il faut mettre la planète dicte des circonstances parce que la guerre contre la nature ne marche pas bien car on ne peut pas exister en dehors d'elle. Pour Smith et Marx le marché était limité par loi. Aujourd'hui le marché est hors loi et il dicte des circonstances. Il faut que ce soit la société qui dicte quelle économie elle veut et seulement dans tel cas la distribution de la richesse du haut au bas sera possible.

Mme Kuklina s'est concentrée plutôt sur les challenges sociaux impliqués par le fait que les êtres humains se développent moins vite que la technologie (en résultat on a la crise du développement en grande vitesse). Elle a présenté trois dimensions du développement d'ICT (Information Communication Technology) qui n'a pas encore développé ses capacités plaires. Au niveau global au futur ce sera possible de se connecter avec chaque point dans le monde qui va devenir un vrai défi pour des politiciens. L'éducation doit s'occuper de la vie « extra » gagnée grâce à la vie plus longue de chaque être humain. Il doit s'adapter à une nouvelle manière de traiter l'information pour l'analyser et à utiliser toutes les capacités humaines dans une manière beaucoup plus visuelle. Au niveau régional il faut trouver la solution pour telles questions que comment naviguer entre des régions aux niveaux du développement très différents, comment aider les régions les moins développées de profiter des capacités le plus possible et comment profiter des sciences pour diminuer des différences entre des régions. Et au niveau des recherches on doit répondre même à la question comment faire des recherches plus interdisciplinaires.

Mr Chabason, pour inviter au débat, a posé plusieurs questions concernant la gouvernance écologique mondiale, la synergie du passage du niveau régional au niveau global dans le domaine de l'écologie, la pollution d'environnement et les résultats de la conférence à Rio et un besoin d'une marche ensemble des sciences économique et climatique.

Le débat avec le public s'est déroulé autour des questions telles que :

- Les valeurs qui sont au cœur de la société, sont-ils ceux qui sont le plus important pour la planète ?
- 7 challenges qui sont les plus importants pour la Russie aujourd'hui
- l'opinion d'un des experts de *Figaro* que des actions positives sur le climat ne sont pas efficaces
- le point de vue d'une sociologie sur le climat et écologie

Le débat « Alternatives théoriques au paradigme de la croissance : vers une « économie verte » ? » avec la participation de

Pierre Calame, directeur de la fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme

Peter Custers, politologue à l'International Institute for Asian Studies aux Pays-Bas

Cristina Narbona, ambassadrice du gouvernement espagnol auprès de l'OCDE et ancienne ministre de l'Environnement espagnol sous Zapatero

Patricia Tella, de Stockholm Environment Institute

Bittu Sahgal, éditeur de la revue *Sanctuary* de l'Inde

était modéré par Alfredo Pena-Vega, directeur scientifique de l'Institut International de Recherche sur la Politique de Civilisation.

Mme Narbona s'est concentrée sur les liens entre l'économie et l'écologie. Elle a exprimé un besoin de penser que c'est une planète qui doit être au centre de notre intérêt et nos actions. Elle a dit que ce sont la manque des régulations, les spéculations et les tris d'éviter de payer des taxes qui ont provoqué une crise d'aujourd'hui. Elle a rappelé que le changement du climat n'est pas encore suffisamment pris en conscience par les politiciens et que les coûts de rien faire sont 20 fois plus élevés que les coûts des actions pour préserver le climat. Elle a souligné un besoin urgente d'augmenter la prise de conscience des citoyens que la santé dépend très fortement d'état de notre environnement et un besoin aussi urgente d'établir la politique qui va coopérer avec les ONGs, sciences et société.

Mme Tella est intervenue sur le rôle de la cuisine pour le changement du climat. Elle a présenté des statistiques que ce sont l'Amérique Latine, l'Afrique et l'Asie qui émettent le plus de carbone que la cuisine quotidienne qui est un résultat des technologies anciennes utilisées dans les pays moins développés. Elle a présenté des activités de son association pour introduire dans ces pays des technologies moins polluantes mais en même temps pas très chères qui marchent soit avec des biomasses traditionnelles, soit avec des combustibles moins polluants comme le LPG ou l'éthanol et elle a souligné des difficultés qu'ils rencontrent pendant son travail telles que la culture ou coutumes locales.

Mr Sahgal a présenté un discours sur son pays dans un contexte du changement du climat. Il a rappelé qu'un quart de sources mondiales de l'eau se trouve dans les Himalaya mais que les citoyens de l'Inde ou même du Brésil ne possèdent pas de technologie pour récupérer l'eau de la glace mais qu'ils possèdent beaucoup de technologies qui détruisent l'environnement. Il a rappelé aussi que 60% de la nourriture est préparée par le chauffage qui utilise du bois et que seule l'augmentation de la température générale par deux degrés va provoquer une évolution inimaginable des insectes qui vont détruire des plantations de la nourriture et l'agriculture. Il a mentionné aussi la destruction des forêts par l'établissement des mines.

Mr Custers s'est concentrée sur les formes différentes du « keynesisme militaire ». Pour lui le keynesisme militaire ce sont toutes les formes de dépenses militaires qui ont pour un but l'augmentation du développement économique. En résultat il pense de toutes les allocations militaires comme un stimulus pour l'économie. Selon lui les meilleures solutions aujourd'hui sont telles que : la fin des investissements qui ne sont pas efficaces ; l'utilisation normale des dépenses militaires ; la fin du développement de l'exploitation et le

développement du « keysenisme écologique ».

Mr Calame a présenté son concept innovant de discuter de notre avenir en parlant d'oeconomie plutôt que d'économie. Il a rappelé son ouvrage *Essai sur l'oeconomie* qui présente l'agenda pour XXI<sup>e</sup> siècle en prenant en compte les mutations futures concernant l'éthique et loi, le gouvernement (pas l'administration) et le modèle du développement. Il a souligné qu'aujourd'hui ce sont des villes et des régions qui se développent et pas les pays et que c'est aussi une marque de l'avenir ou le rôle du territoire augmente visiblement.

Le cercle réflexif sur « Le défi de l'économie mondiale » a réfléchi "comment « sortir de l'économisme », sortir d'une société entièrement dominée par les impératifs du modèle de développement uniquement quantitatif, plus particulièrement par la sphère de la croissance et les mécanismes de la finance internationale. (...) On s'aperçoit aujourd'hui que la rationalité instrumentale sur laquelle est construit le système ne constitue plus une base acceptable. On comprend alors que les ravages auxquels nous assistons avec l'effondrement du modèle économique, loin d'être un simple dysfonctionnement, découlent d'un épuisement du système lui-même." Le cercle a proposé de changer de voie par la création des monnaies d'échange pour supprimer l'édit des banques, la redéfinition du néolibéralisme, la création des nouveaux indicateurs qui prennent en compte aussi des valeurs sociales.

Le cercle réflexif sur « Le défi social » a réfléchi "comment réconcilier, si l'on croit qu'ils sont réconciliables, l'économie et le social ? Faut-il penser qu'il s'agirait, comme certains le préconisent, de modifier les « indicateurs » pour réorienter le modèle dans les règles du marché, tout en préservant le modèle existant ? Existe-il un troisième système ? Ou est-ce une nouvelle invention sans suite ? L'économie sociale (dernier principe à la mode), constituera-t-elle une alternative au capitalisme ? Peut-on envisager, en réponse à l'accroissement des inégalités, l'instauration d'un observatoire des inégalités déterminant les régressions progressives par le haut et par le bas ?" Certaines des propositions apportées sont la redéfinition de la richesse, la réinvention et démocratisation du modèle social parce que le modèle d'intégration ne marche plus dans la société très diversifié.

Le cercle réflexif sur « Le défi de la pensée » a réfléchi que "si nos esprits restent dominés par une façon mutilée, abstraite, de connaître, par l'incapacité de saisir les réalités dans leur complexité et dans leur globalité, si la pensée philosophique, au lieu d'affronter le monde, demeure enfermée dans des jeux de dentelle et des préciosités moliéresques, alors, nous allons vers la catastrophe. Seule une pensée apte à saisir la complexité non seulement de nos vies, de nos destins, de la relation individu/société/espèce, mais aussi de l'ère planétaire, peut opérer le diagnostic de la course actuelle de la planète vers l'abîme et définir les orientations qui permettraient d'amorcer conjointement les réformes vitalement nécessaires. Il faut réexaminer la raison, dépasser la rationalité isolée, le primat du calcul et celui de la logique abstraite. Il nous faut une rationalité complexe, qui affronte les contradictions et les incertitudes sans les noyer ou les désintégrer." Cette groupe a constaté : que le modèle peut schématiser la pensée et pourtant il faut réfléchir si un modèle est dans ce cas vraiment utile ou non ; que la mode de penser associer différente dynamique ou démarche et qu'il y a aujourd'hui un besoin

urgente de multidisciplinarité de la pensée.

Le cercle réflexif sur « Le défi de l'éducation » a réfléchi sur "notre système actuel [qui] doit être au préalable réformé car il est fondé sur la séparation : séparation des savoirs, des disciplines, des sciences. Un nouveau système d'éducation, fondé sur le dialogique, radicalement différent donc de celui qui existe actuellement, devrait s'y substituer. Ce système permettrait de favoriser les capacités de l'esprit à penser les problèmes globaux et fondamentaux de l'humanité dans leur complexité. Il mettrait à sa racine l'éducation à la compréhension d'autrui, entre personnes, entre peuples, entre ethnies. (...) Mais l'enseignement ne doit pas avoir seulement comme visée l'accumulation de connaissances («tête bien pleine») mais de l'organiser en fonction d'axes stratégiques essentiels : « il ne s'agit pas de réduire les globalités à leurs parties élémentaires mais de les distinguer et de les relier entre elles ». Il faut donc des conceptions organisationnelles pour relier les connaissances." Une groupe a constaté que l'éducation fait la société et la société fait l'éducation et que l'éducation doit prendre en compte un rythme d'apprentissage de chacun et en résultat, pour réaliser tel but, doit sortir du système scolaire.

Le cercle réflexif sur « Le défi éthique » a réfléchi sur "la réforme éthique [qui] nécessite l'intégration, dans sa propre conscience et sa propre personnalité, d'un principe d'auto-examen permanent. Or, la encore, dans notre civilisation, il semble que nous ayons complètement oublié cette possibilité, préférant confier la recherche de la solution à nos maux moraux et psychiques à des tiers tels les psychiatres, les psychanalystes, les experts dans certains secteurs de la société. Autrui nous est important pour nous connaître nous-mêmes, mais seul l'auto-examen nous permet d'intégrer le regard d'autrui, dans notre effort pour mieux nous comprendre nous-mêmes, avec nos carences, nos lacunes, nos faiblesses." Une groupe a constaté que qu'il y a besoin aujourd'hui des règles de la modestie, fragilité et créativité, du partage de la vision commune, de la néo-éthique basé sur des résultats d'histoire et de la création du système éducative qui prend en compte l'éthique.

Le cercle réflexif sur « Le défi de écologique » a réfléchi sur "l'écologie [qui] a le mérite de nous amener à modifier notre pensée et notre action sur la nature. Certes, cette modification est loin d'être accomplie. A la vision d'un univers d'objets que l'homme est destiné à manipuler et à asservir, ne s'est pas encore vraiment substituée la vision d'une nature vivante dont il faut respecter les régulations et les diversités. A la vision d'un homme « surnaturel » ne s'est pas encore substituée la vision de notre interdépendance complexe avec le monde vivant, dont la mort signifierait notre mort. Les demandes historiques de conversation de la nature et de protection de l'environnement doivent maintenant faire partie d'une nouvelle culture écologique (...) ou les propositions environnementales soient partie prenante, tant dans la vie commune, comme dans les politiques publiques qui gouvernent le destin des sociétés. (...)". La groupe a proposé que des recherches doivent se concentrer autour de la biodiversité, qu'il faut établirai une centre des recherches sur écologie qui sera capable de dire à la politique ce qu'il faut faire dans cette domaine et a souligné que la dégradation de l'environnement dure depuis préhistoire à cause de l'isolation d'être humain de la nature.

Le cercle réflexif sur « Le défi politique et gouvernance mondiale » a constaté que "la crise de la mondialisation, la crise du néo-libéralisme, la crise de l'humanité à l'ère planétaire qui sont riches de périls sont aussi riches en possibilités transformatrices. Ainsi, (...) s'est formée une volonté de répondre à la mondialisation techno-économique en développant d'autres formes de mondialisation, ce qui conduira à l'élaboration d'une véritable « politique de l'humanité » qui (...) devra dépasser l'idée de développement. Pour qu'une politique de l'humanité puisse se constituer, il faudrait rompre avec le développement dont il nous faut dénoncer le caractère ambivalent et qui, derrière une notion apparemment universelle, mythe typique du sociocentrisme occidental, se révèle être un moteur d'occidentalisation forcée, un instrument de colonisation des sous-développés. Il convient de proposer les principes de l'anthropolitique : politique de l'humanité à l'échelle planétaire et de la politique de civilisation." La groupe s'est concentré sur des sujets tels que les choix : entre la vision positif de l'avenir ou la prévision de la catastrophe et déclin ; entre plus ou moins d'individualisation au futur ; entre la planète plus verte ou Internet plus puissant, mais ils ont fortement souligné un grand rôle de l'apprentissage collective.

**La partie finale « Clôture et perspectives » avec la participation de certains intervenants des jours précédents a synthétisé les résultats des travaux des toutes les cercles réflexifs en donnant une image complète avec des concepts le plus souvent mentionnés comme : émergence, vécu, support, alliance culture et société, dimension internationale, connaissance de soi, sens, processus et processus engagé, « catastrophisme éclairé », intelligence collective, éducation ouverte, territoire, sentiment d'impuissance plutôt que de catastrophe, crise comme l'opportunité pour l'écologie, être « jardinière du monde », philosophie de l'action, redéfinition de l'adjectif « social », problème de la transition dans la situation de l'urgence ou place de l'image à la place de la pensée.**